



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHAVIGNY Transports et Travaux publics

1 rue de la Vallée du Loir
41310 Saint-Amand-Longpré

Références : 2025-315_RAPVI CHAVIGNY T&TP
Code AIOT : 0010014120

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement CHAVIGNY Transports et Travaux publics implanté Les Maisières, Dessous les Maisières, Les Petits Champronds 41100 Thoré-la-Rochette. L'inspection a été annoncée le 30/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAVIGNY Transports et Travaux publics
- Les Maisières, Dessous les Maisières, Les Petits Champronds 41100 Thoré-la-Rochette
- Code AIOT : 0010014120
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière située aux lieux-dits " Les Maisières", "Dessous-les-Maisières" et "Les Petits Champronds" sur la commune de Thoré-la-Rochette est autorisée par arrêté préfectoral du 20 mai 2022, pour une durée de 30 ans. La production maximale de matériaux extraits est de 50 000 tonnes/an (avec une moyenne de 16000 tonnes/an). L'exploitant actuel de la carrière est la société CHAVIGNY TRANSPORT ET TRAVAUX PUBLICS.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.9.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
5	Annexes au plan annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.9.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
6	Acte de cautionnement	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 1.7.2 et 1.7.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	Registre des sorties	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.7	/	Demande d'action corrective	60 jours
10	Têtes des ouvrages piézométriques	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
13	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
14	Extraction	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration de mise en service	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.1.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Décapage des terrains	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Transport des matériaux	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Quantité extraite	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 1.2.3	/	Sans objet
9	Remblayage de l'excavation	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 1.8.5.4.2	/	Sans objet
11	Tube de soutènement des piézomètres	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Rapport de fin de travaux	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
15	Mesures des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 6.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de la visite d'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.1.4
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 06/11/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit, avant le début de l'exploitation, mettre en place les aménagements préliminaires définis au présent chapitre. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant</p>

notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. Il adresse, dans le même temps ou au préalable, au préfet le document établissant la constitution des garanties financières.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2024, il avait été constaté que les notifications de mise en service de la carrière (suite à la mise en place des aménagements préliminaires) n'avaient pas été transmises au Préfet de Loir-et-Cher et au maire de la commune de Thoré la Rochette. Par courrier du 13 janvier 2025, l'exploitant a notifié à l'Inspection avoir transmis la déclaration de mise en service :

- À la Préfecture de Loir-et-Cher, par courrier recommandé du 13/01/2025 ;
- Au maire par courriel du 13/01/2025.

La Préfecture de Loir-et-Cher a réceptionné le courrier de l'exploitant le 21 janvier 2025 (copie transmise à l'Inspection).

Lors de la visite d'inspection du 8 avril 2025, l'exploitant a fourni à l'Inspection une copie du courrier transmis au maire de Thoré-la-Rochette.

L'exploitant a répondu au constat de la visite précédente.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Décapage des terrains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.3

Thème(s) : Autre, Conduite de l'extraction

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/01/2025

Prescription contrôlée :

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. [...]Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin de lui conserver ses qualités agronomiques.

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 6 novembre 2024, il était attendu que la hauteur des dépôts des terres végétales soit vérifiée (la hauteur maximale de deux mètres devant être assurée, notamment pour la conservation de la qualité agronomique des terres végétales).

L'exploitant a répondu au constat de la visite précédente.

Type de suites proposées : Sans suite

rappel, les matériaux extraits du site ne sont pas traités sur l'installation de Champfort tel que prévu dans la demande d'autorisation mais sur l'installation à "La Touche" à Montoire sur le Loir (l'activité de Champfort ayant cessé).

Par courrier du 13 janvier 2025, l'exploitant a adressé au Préfet de Loir-et-Cher un porter à connaissance relatif aux modifications des conditions de transport des matériaux qui sont extraits de la carrière.

L'exploitant a répondu au constat de la visite précédente.

Le porter à connaissance est en cours d'instruction par l'Inspection (une demande de compléments ayant été transmise à l'exploitant par courrier du 27 février 2025).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.9.2

Thème(s) : Autre, Suivi de l'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/01/2025

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;
- les bords de la fouille ;
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- le positionnement des fronts ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 6 novembre 2024, il avait été constaté que le plan annuel d'exploitation du 2 janvier 2024 ne comportait pas l'ensemble des éléments prescrits par

l'article sus-visé (absence de légende de la limite du périmètre d'autorisation ; limite de 50 mètres et bornes non identifiées ; cotes altimétriques non indiquées). Par ailleurs, ce plan avait été réalisé avant l'exploitation de la carrière (absence des éléments en lien avec l'extraction et piézomètres n°3 et 4 pas encore réalisés).

Par courriel du 17 février 2025, l'exploitant a transmis le plan d'exploitation mis à jour au 23 décembre 2024 : l'échéance de transmission (1er février) n'a pas été respectée.

Lors de la visite d'inspection, le plan d'exploitation mis à jour au 23 décembre 2024 a été consulté. Les éléments suivants ont été constatés :

- Le périmètre de l'autorisation a été légendé ;
- Les bornes et les cotes altimétriques ont été identifiées ;
- Les différentes surfaces (zone à extraire, zone d'accès, zone en extraction ...), le front, les talus, les stocks ont été représentés ;
- Les nouveaux piézomètres n°3 et n°4 ont été localisés.

Les abords dans un rayon de 50 mètres sont toujours représentés mais la limite des 50 mètres n'est pas identifiée (seul un périmètre de 35 mètres est représenté sur le plan).

L'exploitant veillera également à ce que la représentation du front d'extraction soit identifiable par rapport aux talus (au vu des couleurs utilisées pour le plan).

L'échéance de transmission au 1er février du plan annuel d'exploitation et de ses annexes (cf. constat n°5 " Annexes au plan annuel d'exploitation") n'est pas respectée. L'exploitant veillera à prendre en compte les remarques ci-dessus pour le prochain plan annuel d'exploitation (limite des 50 mètres et identification lisible du front).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Annexes au plan annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.9.2

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

Les surfaces S1, S2 et S3 ou L des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, ...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé.

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.

Constats :

Par courriel du 17 février 2025 et du 20 février 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le bilan annuel d'exploitation pour 2024 (version initiale et version modifiée). Celui-ci comporte les éléments suivants :

- La quantité de matériaux extraits (960,72 m³) ;
- L'absence d'apport de remblais ;
- Une synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit et eaux souterraines) accompagnée de commentaires sur les résultats ;
- Une liste des faits marquants de l'exploitation (réalisation du bornage, réalisation des deux piézomètres supplémentaires, mise en place des clôtures ...).

Lors de la visite d'inspection du 8 avril 2025, le plan d'exploitation mis à jour au 23 décembre 2024 a été consulté. Celui-ci notifie les surfaces suivantes :

- Zone d'accès : 1 082 m² ;
- Zone en extraction : 1 064 m² ;
- Front d'extraction : 84 mètres.

L'exploitant a confirmé que les surfaces identifiées comme "zone d'accès" et "zone en extraction" correspondent respectivement aux surfaces S1 et S2.

Concernant la donnée "front d'extraction", l'Inspection a rappelé à l'exploitant que la surface S3 est définie, par l'article 1.7.2.1 de l'arrêté préfectoral, comme la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front. Celle-ci est à exprimer en m² ou are.

La hauteur du front d'extraction n'est pas notifiée dans la légende du plan. L'exploitant a indiqué que la hauteur du front d'extraction était d'environ 3,50 mètres. Par sondage, la hauteur du front a été vérifiée sur le plan grâce aux cotes altimétriques identifiées au niveau de la zone d'extraction : 73,15 m NGF pour la cote d'extraction la plus basse et 76,96 mNGF pour la cote du terrain naturel, la plus proche de la zone d'extraction, soit un front de 3,81 m NGF.

L'exploitant a cependant émis un doute sur la longueur du front d'extraction notifiée sur le plan.

Il a été rappelé à l'exploitant, qu'en cas de retard de l'exploitation par rapport au schéma prévisionnel de l'arrêté préfectoral, celui-ci devra être notifié dans le cadre des bilans annuels d'exploitation.

Le non-respect de l'échéance de transmission au 1er février du rapport d'exploitation est traité par le constat n°4 " Plan d'exploitation".

La surface S3 est à définir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Acte de cautionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 1.7.2 et 1.7.3										
Thème(s) : Autre, Garanties financières										
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 18/01/2025 										
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1.7.2 :</u> Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Période</th> <th>S1</th> <th>S2</th> <th>S3</th> <th>Total en €</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1 (2022-2027)</td> <td>16a10ca</td> <td>1ha40a75ca</td> <td>1a125ca</td> <td>67606</td> </tr> </tbody> </table> <p><u>Article 1.7.3 :</u> Avant la mise en activité de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :</p> <ul style="list-style-type: none"> •le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ; •la valeur datée du dernier indice public TP01. 	Période	S1	S2	S3	Total en €	1 (2022-2027)	16a10ca	1ha40a75ca	1a125ca	67606
Période	S1	S2	S3	Total en €						
1 (2022-2027)	16a10ca	1ha40a75ca	1a125ca	67606						
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection précédente du 6 novembre 2024, il était attendu de l'exploitant qu'il transmette l'acte de cautionnement du 21 février 2023 (d'un montant de 72 823 euros, valide jusqu'au 20 mai 2027) à la Préfecture de Loir-et-Cher.</p> <p>Par courrier du 13 janvier 2025, l'exploitant a notifié à l'Inspection avoir transmis à la Préfecture de Loir-et-Cher, par courrier recommandé du 13/01/2025, l'acte de cautionnement sus-visé. La Préfecture de Loir-et-Cher a réceptionné le courrier de l'exploitant le 21 janvier 2025 (copie transmise à l'Inspection).</p> <p><u>L'exploitant a répondu au constat de la visite précédente.</u></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 8 avril 2025, l'Inspection a souhaité vérifier le respect des surfaces S1, S2 et S3 réelles avec celles prescrites par l'article sus-visé.</p> <p>Au vu du constat "Annexes au plan annuel d'exploitation", les surfaces S1 et S2 sont respectées (surfaces identifiées sur le plan, respectivement de 1082 et 1064 m²).</p> <p>La surface S3 n'est pas définie sur le plan d'exploitation (cf. constat "Annexes au plan annuel d'exploitation). Au vu de la longueur du front d'exploitation notifiée sur le plan d'exploitation et de la hauteur du front indiquée par l'exploitant et celle déterminée par sondage (cf. constat "Annexes au plan annuel d'exploitation), la surface S3 serait supérieure à la valeur prescrite pour</p>										

la première phase d'exploitation par l'article sus-visé (294 m² à 320 m² soit 2a94ca à 3a20ca). Cependant, l'exploitant a émis un doute sur la longueur du front d'extraction notifiée sur le plan.

Le montant actuel de l'acte de cautionnement ne peut pas être certifié suffisant. L'exploitant doit confirmer la valeur de S3 (cf. constat " Annexes au plan d'exploitation") et justifier de l'adéquation du montant des garanties financières actuelles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Quantité extraite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 1.2.3

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 50 000 tonnes/an (avec une moyenne de 16 000 tonnes/an). La quantité totale autorisée à extraire est d'environ 247 000 m³ (soit environ : 420 000 tonnes).

Constats :

Selon la déclaration GERE 2024 renseignée par l'exploitant, 1,63 kilotonnes de sables et graviers alluvionnaires ont été extraites sur 2024 ainsi que 1,61 kilotonnes de stériles (le bilan annuel 2024 transmis par courriel du 20 février mentionne un volume de 960,72 m³ de matériaux extraits).

Lors de la visite d'inspection du 8 avril 2025, l'exploitant a précisé que les matériaux extraits sur 2024 avaient été utilisés pour l'aménagement de la carrière (chemin d'accès et plateforme) et a indiqué que depuis le début de 2025, 1 565 tonnes de matériaux ont été extraites (sur le mois de mars).

Il a précisé qu'actuellement il y a peu de demandes de matériaux d'où la faible activité extractive.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre des sorties

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.7

Thème(s) : Autre, Exploitation

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant le nom du destinataire, la date du prélèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un bon de sortie dûment complété et signé par la personne en charge du registre est joint au registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 8 avril 2025, le registre de sortie des matériaux, dénommé "Sortie d'agrégat de la carrière de Maisières" a été consulté.</p> <p>Celui-ci permet la consignation des éléments suivants : année, zone d'extraction, quantité en tonnes, observations et contrôleur.</p> <p>2 sorties ont été renseignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 en 2024 sans quantité de matériaux renseignée (l'ensemble des matériaux extraits en 2024 n'étant pas sortis de la carrière, cf. constat " Quantité extraite") ; - 1 au mois de mars 2025 : 1 565 tonnes extraites qui ont été transférées sur la carrière de La Touche. <p>Il a été rappelé à l'exploitant que le registre de sortie des matériaux doit permettre le suivi des paramètres suivants : nom du destinataire ; date de prélèvement (chaque sortie doit faire l'objet d'une consignation sur le registre avec une date précise) ; type de matériaux ; le mode de transport. L'exploitant a précisé que le transport des matériaux est effectué par le groupe (pas de société extérieure).</p> <p>L'exploitant a indiqué que chaque pesée de matériaux fait l'objet d'un bon. Un exemple de bon de livraison (journalier) a été fourni par l'exploitant (pesée n°PE01-25030145 du 10/03/2025). Celui-ci n'est pas signé.</p> <p>Le registre de sortie des matériaux ne comporte pas l'ensemble des éléments prescrits par l'article sus-visé. Les bons de sorties doivent être signés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 9 : Remblayage de l'excavation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 1.8.5.4.2
Thème(s) : Autre, Remise en état
Prescription contrôlée :

La remise en état du site consiste en un remblayage total de l'excavation à l'aide des stériles d'exploitation et de remblais inertes extérieurs, pour retour à une cote moyenne du terrain naturel à 76,25 m NGF. [...] L'exploitant met en place une procédure d'accueil et de contrôle des déchets accueillis en remblai excluant certaines catégories de déchets. [...] Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière : cf. liste dans AP.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu encore d'apport de déchets inertes extérieurs pour le remblaiement de la carrière. Le respect des dispositions encadrant l'acceptation préalable des déchets inertes (articles 1.8.5.4.3 et 1.8.5.4.4) n'a pas donc pu être vérifié.

Cependant, l'exploitant disposait des trames vierges du registre d'admission des déchets inertes et du document d'acceptation préalable des déchets inertes. Ceux-ci ont été consultés.

Le registre d'admission des déchets inertes (support numérique) comporte des colonnes destinées à la consignation des éléments suivants : année, zone de remblaiement, provenance, quantité en tonne, observation et contrôleur.

Il est rappelé à l'exploitant que les paramètres devant figurer sur le registre d'admission des déchets inertes extérieurs sont définis par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 qui fixe le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement (date de réception du déchet ; dénomination et code du déchets ; quantité ; raison sociale + SIRET + adresse du producteur du déchets ; raison sociale + SIRET + adresse + numéro de récépissé du transporteur ; code de traitement du déchets ; parcelles cadastrales ou coordonnées géographiques pour les terres excavées).

La trame de la fiche d'acceptation préalable mise en place permet de renseigner les informations liées : au client expéditeur/producteur de déchets (raison sociale, SIRET et adresse), à l'origine du déchet (site producteur, adresse, date de démarrage), au transporteur (raison sociale, SIRET et adresse), à la nature et quantité des déchets, aux engagements du producteur de déchet... La fiche comporte un cadre de signature pour le client, le transporteur et l'acceptation des déchets. L'exploitant ne disposait pas de procédure écrite relative à l'acceptation préalable des déchets inertes. Il convient de la formaliser et de la porter à la connaissance du personnel chargé de l'accueil et de la gestion des déchets inertes extérieurs sur la carrière.

Il est également rappelé à l'exploitant qu'un plan topographique de remblaiement devra être réalisé (celui-ci devant présenter un maillage de 30 mètres sur 30 mètres maximum afin de permettre de localiser les zones de remblais).

L'exploitant veillera à prendre en compte les éléments mis en évidence ci-dessus avant la première admission de déchets inertes extérieurs.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Têtes des ouvrages piézométriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/01/2025

Prescription contrôlée :

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Constats :

Suite à la visite d'inspection précédente du 6 novembre 2024, le nivellement des têtes des quatre ouvrages piézométriques était à justifier et à signaler sur ceux-ci.

Par courrier du 13 janvier 2025, l'exploitant a indiqué à l'Inspection avoir fait intervenir un géomètre sur la carrière le 23 décembre 2024 et être en attente du retour du plan et du nivellement.

Lors de la visite d'inspection du 8 avril 2025, le plan d'exploitation mis à jour au 23 décembre 2024 a été consulté. Les cotes de nivellement suivantes sont notifiées pour les quatre piézomètres :

Piézomètre	N°1	N°2	N°3	N°4
Tête	76,52 m NGF	76,99 m NGF	77,81 m NGF	77,35 m NGF
Dalle	76,32 m NGF	76,32 m NGF	77,08 m NGF	76,96 m NGF

Le piézomètre n°3 a été vu lors de la visite du site et son capot a été ouvert. Il ne présente pas d'élément permettant de localiser les prises de mesures pour les nivellements. L'exploitant a indiqué que les relevés des nivellements au niveau des têtes et des dalles des quatre piézomètres ont été effectués par drone.

Les localisations de prise de mesures pour les nivellements des piézomètres ne sont pas signalisées sur les ouvrages.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 18/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Un rapport de fin de travaux est établi par l'exploitant et transmis au Préfet dans un délai maximum de deux mois suivant la réalisation de l'ouvrage. Il synthétise le déroulement des travaux de forage et expose les mesures de prévention de la pollution mises en œuvre.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 6 novembre 2024, il avait été constaté que les rapports de fin de travaux (des piézomètres n°3 et n°4) n'exposaient pas les mesures de prévention de la pollution mises en place. Il était attendu de l'exploitant qu'il notifie au Préfet les compléments au rapport de fin de travaux lorsque les mesures de prévention de la pollution auront été achevées.</p> <p>Par courrier du 13 janvier 2025, l'exploitant a notifié à l'Inspection avoir transmis au Préfet de Loir-et-Cher par courrier recommandé le rapport de fin de travaux. La Préfecture de Loir-et-Cher a réceptionné le courrier de l'exploitant le 21 janvier 2025 (copie transmise à l'Inspection). Les mesures de prévention mises en place ont bien été ajoutées.</p> <p><u>L'exploitant a répondu au constat de la visite précédente.</u></p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 18/01/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées : cf. tableau dans</p>

<p>AP. En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).</p> <p>Un premier prélèvement est réalisé avant le début de l'exploitation de la carrière.</p> <p>Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements et le(s) sens d'écoulement de la nappe, avec une localisation des piézomètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 6 novembre 2024, il avait été constaté que les piézomètres n°3 et n°4 n'avaient pas fait l'objet d'un prélèvement avant le début de l'exploitation.</p> <p>Par courrier du 13 janvier 2025, l'exploitant a indiqué que les piézomètres avaient fait l'objet d'un prélèvement le 25 novembre 2024 et a joint les rapports d'analyses correspondants (n°241214791 ; n°241214792 ; n°241214793 et n°241214794). Les paramètres prescrits par l'article sus-visé ont été analysés. Les résultats d'analyses n'étaient pas accompagnés d'une carte des courbes isopièzes et du sens d'écoulement de la nappe.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué que la campagne de prélèvement des eaux souterraines pour le 1er semestre 2025 n'a pas encore été réalisée du fait que le porter à connaissance transmis par courriel du 20 février 2025 comporte une demande d'allègement des paramètres de suivi de la qualité des eaux souterraines.</p> <p>L'inspection a informé l'exploitant qu'une demande de compléments avait été réalisée le 27 février 2025 et qu'un arrêté préfectoral complémentaire ne pourrait être pris qu'à la suite à l'instruction des compléments transmis.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il allait donc passer commande pour une analyse des eaux souterraines sur l'ensemble des paramètres prescrits par l'article sus-visé pour le premier semestre afin de respecter la fréquence d'analyse.</p> <p>Une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements et du sens d'écoulement de la nappe, avec une localisation des piézomètres doit être jointe aux résultats d'analyses des eaux souterraines. L'exploitant justifiera de la commande de la campagne d'analyses pour le premier semestre 2025 (devis signé ou bon de commande).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 2.1.4.5
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique ou d'un chargeur sur une épaisseur moyenne (de 3,75 m) variant de 1,50 à 4,50 mètres avec un front de taille d'une hauteur de 4,50 mètres au maximum, dans les zones où le gisement est optimal.</p> <p>Le carreau de la carrière a pour cote minimale 72,50 m NGF. L'exploitation de la carrière est conditionnée par la position du niveau piézométrique de la nappe relevé dans les piézomètres, avec la mise en place de seuils d'alerte et d'arrêt d'exploitation :</p> <p>Seuil n°1 : cote piézométrique + 71,5 m NGF [...]</p> <p>Seuil n°2 : cote piézométrique + 72 m NGF [...]</p> <p>Seuil n°3 : cote piézométrique + 72,5 m NGF (cote du carreau) [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une mesure piézométrique tous les 15 jours dans chaque piézomètre est conseillée en période de moyennes et de basses eaux ; - En période de hautes eaux ou lorsque le niveau piézométrique sera supérieur à la cote + 71,5 m NGF, les mesures seront effectuées toutes les semaines [...]
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 8 avril 2025, le plan d'exploitation mis à jour au 23 décembre 2024 a été consulté. La cote d'extraction la plus basse notifiée sur celui-ci est de 73,15 m NGF. L'exploitant a indiqué que le front de taille actuel mesure environ 3,5 mètres. Par sondage, la hauteur du front a été vérifiée sur le plan grâce aux cotes altimétriques identifiées au niveau de la zone d'extraction : 73,15 m NGF pour la cote d'extraction la plus basse et 76,96 m NGF pour la cote du terrain naturel, la plus proche de la zone d'extraction, soit un front de 3,81 m NGF.</p> <p>Le tableau de suivi des relevés des niveaux piézométriques a également été consulté. Depuis le début de l'année 2025, les relevés ont été effectués aux fréquences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - janvier : hebdomadairement ; - février : 2 fois ; - mars : hebdomadairement. <p>Les résultats des relevés des niveaux piézométriques sont exprimés en mètres et non en mètres NGF.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que l'extraction de la carrière est conditionnée par la position du niveau piézométrique de la nappe relevé dans les piézomètres et les 3 seuils d'alerte/d'arrêt qui sont exprimés en m NGF.</p> <p>Au vu du tableau de suivi des relevés des niveaux piézométriques, le respect des seuils d'alerte de d'arrêt d'exploitation ne peut pas être vérifié. <u>Il convient que l'exploitant modifie son tableau de suivi des relevés des niveaux piézométriques afin que ceux-ci soient exprimés en m NGF et qu'il consigne dans celui-ci les dispositions mises en place en cas d'atteinte d'un des seuils prescrits par l'article sus-visé.</u></p> <p>Le respect des seuils d'alerte et d'arrêt d'exploitation est à justifier.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Mesures des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 6.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Article 6.2.1 : Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB et inférieur ou égal à 45 dB	6 dB	4 dB
Supérieur à 45 dB	5 dB	3 dB

Article 6.2.3 : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 8 avril 2025, le rapport de mesures des émissions sonores, réalisées le 22 octobre 2024, a été consulté.

Les mesures des émergences ont été effectuées au niveau du lieu-dit "Cunaille", du lieu-dit "Champfort" et au niveau de l'entrée du camping : les trois points de mesures correspondent à ceux prescrits par le plan présent en annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les émergences mesurées sont conformes aux valeurs seuils :

Point de mesure	"Cunaille"	"Champfort"	Camping
Émergence	2,6 dB	0,6 dB	4,5 dB

Les niveaux de bruit en limite de propriété ont été mesurés en trois points, les résultats étant conformes à la valeur seuil de 70 dB (58.6 dB, 58.4 dB et 41.8 dB).

La campagne de mesures a eu lieu pendant une phase de décapage. L'exploitant a indiqué que lors des phases de décapage, trois engins sont présents (un bulldozer et deux pelles) contre une seule pelle lors des phases d'extraction.

Aucun signalement pour bruit n'a été porté à la connaissance de l'exploitant.

Il est à noter que les mesures de bruit ambiant et de bruit résiduel ont été effectuées sur une durée unique d'une demi-heure. Selon le point 2.6 de la méthode de mesures des émissions sonores de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, les valeurs des niveaux de bruit ambiant et résiduel sont déterminées par mesure, soit sur la totalité de l'intervalle de référence, soit sur plusieurs " échantillons ", dont la représentativité est essentielle pour permettre une conclusion correcte quant à la conformité de l'installation. L'exploitant veillera à prendre en compte les dispositions ci-dessus lors de la prochaine campagne de mesures de bruit.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite